



Flambée des prix, explosion des profits

Notre colère est sans bornes

Le suspense entretenu autour du remaniement ministériel n'aura intéressé presque personne. Élisabeth Borne est certes femme et Première ministre mais son parcours, son équipe et ses idées ne sont pas de première fraîcheur. Capitaine zélée de la bourgeoisie, classée à gauche pour avoir respiré le même air que le socialiste Jospin, sa spécialité c'est la régression sociale. La réforme de la SNCF c'est elle, la RATP aussi. Mais elle sait aussi jouer de la flûte comme l'atteste son passage invisible au ministère de la Transition écologique. Et son équipe ? Côté « transition énergétique », une fille de magnat du pétrole ayant déjà sévi au ministère de l'Industrie, cela promet ; par ailleurs, des habitués de l'argent facile, un autre qui n'entend pas quand une femme lui dit non, et puis des politiciens de droite sans date de péremption. Et au milieu de cette liste de vainqueurs sans qualités, un ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, qui sert juste de caution et hélas de défouloir pour l'extrême droite. Quant au programme, on peut juste dire qu'avec ceux-là le passé ne peut pas être pire que l'avenir !

Une inflation mondiale

Un cirque gouvernemental minuscule, bien loin des problèmes dans lesquels une majorité de familles des milieux populaires se débattent. L'Organisation internationale du travail estime qu'à l'échelle mondiale les prix montent de 9,2 %. Et si l'Argentine a vu une inflation sur un an de 58 %, la Turquie de 70 %, l'Iran a vu le prix de la farine augmenter de 500 %.

L'Europe n'est pas en reste, on le constate toutes et tous, puisque les experts annoncent une progression à deux chiffres, 10 % minimum cette année. En même temps, la spéculation bat son plein sur les céréales, le pétrole, les armes, et pas seulement. On assiste, et ce n'est pas nouveau, à un braquage en plein jour puisque depuis la pandémie, selon une étude d'Oxfam, le monde compte un milliardaire de plus toutes les 26 heures et un mort en raison de la misère toutes les quatre secondes.

Leurs calculs, nos choix

Leur société ne marche pas, leur économie non plus, et ils voudraient qu'on paie la note ? Près de 120 centres hospitaliers du pays sont dans l'impossibilité de fonctionner normalement, le personnel exsangue exige des embauches. Ailleurs, dans le tourisme, on fait venir de Tunisie des travailleurs pour les payer une misère avec des horaires scandaleux. La presse nous annonce une baisse du chômage mais nous constatons tous une hausse de la pauvreté, des retraites de misère, des allocations minables. Pourtant, ici et là, des hommes et des femmes, souvent dans des

entreprises prestataires, des boîtes de transport, de nettoyage, dans l'agroalimentaire, se battent pour des hausses de salaire. Et parfois gagnent. C'est la voie à suivre, qui gagnerait en force si ces luttes étaient coordonnées, animées et dirigées par la base, avec des objectifs communs. Qu'y gagnerons-nous ? D'abord la dignité, l'envie de se faire respecter ensemble et unis. Et puis aussi la conscience de notre force.

Préparer la fin du saccage social

Les prix montent et les salaires sont bloqués, la catastrophe est là, alors quelles solutions ? Obtenir des primes ? Cela ne dure qu'un temps. Baisser les taxes ? Ça déplace le problème sans le résoudre avec des pirouettes fiscales. Des lois ? Les bourgeois s'en moquent. Non, en premier lieu, il faudrait imposer par la lutte que chacun puisse vivre décemment, et, toutes et tous autant que nous sommes, travailler moins, et autrement.

Vaste programme, mais nous n'avons pas le choix. Dans l'urgence, il faudrait imposer le blocage des prix des produits de première nécessité, des loyers, l'augmentation automatique et immédiate des salaires et allocations en fonction de l'inflation. Et pour cela les travailleurs et la population organisée devraient mettre le nez dans ce qu'on nous cache, en assurant la transparence et la surveillance permanente de l'économie au service du plus grand nombre.

Et s'il faut renverser la table pour être entendus, pas de souci : les prix montent, notre colère aussi, ils ont des millions, mais nous sommes des millions.

PEI, c'est pas fini !

Les directeurs du Technocentre et de PEI aimeraient bien enterrer cette affaire, mais la grève des travailleurs de PEI, la société sous-traitante du ménage, se poursuit de plus belle ! Face aux menaces de Renault de réduire la voilure – et les salaires – nos collègues revendiquent toujours le paiement à 100 % de leurs salaires et aucun licenciement ou mutation forcée. Renault a largement les moyens de payer décemment ses salariés et de s'assurer que les sociétés prestataires qui travaillent pour le groupe fassent de même.

Chiens méchants

Depuis le début de la grève le 3 mai dernier, la direction du TCR semble terrorisée par la menace que ferait peser sur le site 80 grévistes... qui se bornent pourtant à manifester pour leurs droits dans la bonne humeur. Face à ce terrible « danger », Renault a barricadé les portes, recruté une armée de cow-boys et de maîtres-chiens et réclame même l'intervention des CRS. Le directeur du TCR devrait faire attention : avec toutes ses dépenses de sécurité, il risque de pas réussir à tenir ses objectifs de réduction des dépenses et ne pas toucher sa prime !

Tout ça pour ça ?

En dépit de la transformation du TCR en château-fort, les grévistes de PEI ont quand même réussi à rentrer hier à l'intérieur des locaux pour manifester... Sans que rien de grave ne se produise à l'intérieur à part un peu d'animation ! Renault ferait mieux de payer décemment ses salariés au lieu de perdre de l'argent à essayer de les empêcher d'entrer...

Service maximum

Avec une grève du ménage qui dure depuis plus de trois semaines, l'état des sanitaires tend à se dégrader malgré la prétendue moindre fréquentation du site. Et comme Renault et PEI ont finalement refusé le « service minimum » qu'ils avaient d'abord demandé aux grévistes, toute la charge de travail repose donc sur les quelques non-grévistes de PEI... qui se retrouvent à devoir tourner sur tout le site et assurer ainsi un « service maximum », payés seulement par quelques belles promesses du directeur local de PEI !

La retraite de Russie

Après avoir longtemps tortillé pour gagner du temps, la direction de Renault Group a finalement lâché ses actifs russes pour un rouble symbolique... Une décision qui ne doit rien à la volonté de dénoncer (enfin) les arrangements de Renault avec la dictature poutinienne en Russie mais qui a tout à voir avec le fait que les usines russes de Moscou et Togliati sont à l'arrêt depuis des semaines à cause des pénuries de composants provoquées par la guerre !

Gageons que l'État français, principal actionnaire de Renault, aidera le groupe à se réimplanter dans une autre dictature mais pro-occidentale !

Ampère : augmentons l'intensité de la lutte !

La scission annoncée de Renault entre Ampère (électrique) et Horse (thermique) provoque dans beaucoup de secteurs l'inquiétude des salariés quant à savoir à quelle sauce ils vont être mangés. Mais à Lardy, la direction est déjà tombée sur un os avec la mobilisation de nos collègues qui refusent la liquidation rampante du site. Le 17 mai dernier, 90 salariés de Lardy, et de nombreuses délégations de Cléon, Flins, Le Mans, Villeroy, VSF, se sont rassemblées pour dire non aux sales coups de Renault. Une première riposte en attendant une nouvelle journée de mobilisation le 2 juin pour exiger tous ensemble le maintien de nos emplois !

De mieux en Meo

L'AG des actionnaires de Renault doit se réunir ce jeudi et devra notamment valider les rémunérations des dirigeants du groupe... notamment Luca de Meo qui a touché 3 185 000 euros en 2021... sans compter 75 000 actions gratuites. En voilà un qui n'est pas concerné par l'inflation.

Leur inflation, notre misère

La hausse des prix est mondiale : plus de 9,2 % en moyenne sur tous les continents selon l'indice des prix à la consommation. Avec des effets désastreux pour les populations : 58 % sur un an en Argentine, 70 % en Turquie, ou 500 % sur le prix de la farine en Iran. L'assureur Allianz estime l'inflation à près de 10 % dans la zone Euro en 2022. En même temps la spéculation bat son plein sur les céréales, et pas seulement. Un nouveau milliardaire toutes les 26 heures depuis le début de la pandémie, alors que la misère tue une personne toutes les quatre secondes. Les prix montent, notre colère aussi.

Crise inédite aux Urgences, une politique du gouvernement

Les fermetures de services d'urgence explosent sur tout le territoire. 120 hôpitaux sont concernés et plus seulement ceux de taille moyenne. Voilà que les urgences du CHU de Bordeaux ferment la nuit. Et d'autres risquent de suivre : à Grenoble ou à Marseille, il manque la moitié des effectifs. En quelques mois, trois patients ont été retrouvés morts sur des brancards faute d'avoir été pris en charge. Parmi le personnel, beaucoup craquent, et pour ceux qui restent c'est l'enfer. La faute au Covid ? Non, aux gouvernements qui ont rogné l'hôpital jusqu'à l'os : depuis 2000, les hôpitaux ont perdu 80 000 lits d'hospitalisation, soit un quart de leur capacité, dont presque 18 000 sur le seul premier mandat Macron.